

Les innovations vertes comme levier pour une dynamique entrepreneuriale durable

Green innovations as a lever for a sustainable entrepreneurial dynamic

Sami Kafi, (Doctorant)

*Laboratoire de Recherche en Economie Théorique et Appliquée
Faculté d'Economie et de Gestion de Settat
Université Hassan premier de Settat, Maroc*

Hicham Elbayed, (Professeur de l'enseignement supérieur)

*Laboratoire de Recherche en Economie Théorique et Appliquée
Faculté d'Economie et de Gestion de Settat
Université Hassan premier de Settat, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté d'Economie et de Gestion de Settat Hassan First University of Settat Tel : +212(0)5.22.32.47.58 Fax +212(0)5.22.32.47 s.kafi@uhp.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	Kafi, S., & Elbayed, H. (2021). Les innovations vertes comme levier pour une dynamique entrepreneuriale durable. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(4), 184-199. https://doi.org/10.5281/zenodo.5112331
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

DOI: 10.5281/zenodo.5112331

Received: May 29, 2021

Published online: July 18, 2021

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 2, Issue 4 (July, 2021)

Les innovations vertes comme levier pour une dynamique entrepreneuriale durable

Résumé :

La présente recherche soulève la question de promotion des innovations vertes et leurs capacités à exercer un impact en faveur d'une dynamique entrepreneuriale durable, ceci dans un contexte marqué par une crise économique mondiale, doublée d'une crise écologique et sanitaire. L'attractivité des territoires et la promotion des investissements est plus que jamais d'actualité, car les pays cherchent à attirer au maximum les entreprises et à éviter les délocalisations. Cependant, les instruments quantitatifs et traditionnels, basée principalement sur les normes écologiques ou les quotas, exercent des pressions sur le tissu entrepreneurial, et peuvent avoir des aspects néfastes sur la productivité, la compétitivité et les rendements des entreprises, qui à la base cherchent des territoires à normes laxistes et moins coûteuses. Un contexte pareil, fait ainsi rentrer le monde dans une concurrence territoriale très acharnée. Par ailleurs les innovations vertes et la dynamique entrepreneuriale, bien qu'ils paraissent deux concepts antagonistes, et très différents à première vue, constituent pourtant deux notions inhérentes à la vie en générale et à une nouvelle phase d'une dynamique économique durable de manière particulière.

Chose qui invite vivement à repenser la politique environnementale, avec une nouvelle réhabilitation du rôle des instances gouvernementales qui se trouvent bloquées devant les conséquences négatives des instruments quantitatifs mises en place par les instances gouvernementales. Alors que, l'intégration des acteurs privés s'avère aujourd'hui crucial, tant en termes d'invention de technologies propres, qu'au niveau de leurs financements. Pour ces raisons, rapprocher les deux concepts: les incitations aux innovations vertes et la promotion entrepreneuriale s'imposent dans un premier temps. Tout en mettant l'accent sur les différentes configurations par le marché aussi bien que l'État. Par la suite, analyser les différents défis environnementaux, entrepreneuriaux et sociaux dans la littérature, permettra de repenser la question de réhabilitation de la politique environnementale, afin de garantir une prise en charge plus efficace de l'environnement et créer une nouvelle dynamique entrepreneuriale durable.

Mots clés : Innovation verte, politique environnementale, dynamique entrepreneuriale durable

Type de l'article : Recherche théorique

Classification JEL : H3, O3

Abstract :

This research raises the question of promoting green innovations and their capacities to exert an impact in favor of a sustainable entrepreneurial dynamic, in a context marked by a global economic crisis, coupled with an ecological and health crisis. The attractiveness of territories and the promotion of investments are more relevant than ever, as countries seek to attract businesses as much as possible and avoid relocations. However, quantitative and traditional instruments, based mainly on ecological standards or quotas, exert pressure on the entrepreneurial fabric, and can have harmful aspects of the productivity, competitiveness and returns of companies, which, at the base seek territories with lax and less expensive standards. In such a context thus brings the world into a very fierce territorial competition. In addition, green innovations and entrepreneurial dynamics, although they appear to be two antagonistic concepts, and very different at first glance, nevertheless constitute two notions inherent in life in general and in a new phase of a sustainable economic dynamic in a particular way. . Something that urges us to rethink environmental policy, with a new rehabilitation of the role of government bodies, which are blocked by the negative consequences of the quantitative instruments put in place by government bodies. While the integration of private actors is now crucial, both in terms of the invention of clean technologies, and in terms of their financing.

For these reasons, bringing the two concepts closer together: incentives for green innovations and entrepreneurial promotion are necessary first. While emphasizing the different configurations by the market as well as the state. Subsequently, analyzing the various environmental, entrepreneurial and social challenges in the literature will make it possible to rethink the issue of environmental policy rehabilitation, in order to guarantee more effective management of the environment and create a new sustainable entrepreneurial dynamic.

Keywords : Green innovation, environmental policy, sustainable entrepreneurial dynamic

Paper type : Theoretical Research

JEL Classification : H3, O3

1. Introduction

Les innovations vertes sont au cœur des réflexions en faveur d'une révolution durable, et se présentent comme un levier d'une nouvelle dynamique entrepreneuriale. L'importance desdites innovations découle d'un contexte écologique très alarmant, où la dégradation de l'environnement causée par les industries classiques et polluantes menacent la qualité de notre écosystème, réduit la qualité du bien-être social, et puisent rapidement les ressources fossiles (Ambec & Lanoie, 2009). Ce constat contredit également les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU, 2015) et nécessite des mesures d'urgence en faveur d'une nouvelle ère de développement, pouvant répondre à la fois aux enjeux environnementaux, économiques, entrepreneuriaux et sociaux.

Les enjeux entrepreneuriaux et économiques se trouvent parfois en contradiction par rapport aux enjeux environnementaux et sociaux, alors que les actions menées par les gouvernements (quotas d'émission de GES, normes, taxes...) posent de nombreux problèmes en termes d'efficacité, d'attractivité des IDE de manière spécifiques, et celle des territoires de manière générale. (Zuindeau, 2010). L'action publique dans ce sens est vivement invitée pour combler le paradoxe qui existe parfois entre ces différents enjeux. De ce fait, l'hypothèse de base est que l'action publique incitant vers le recours aux innovations vertes est un levier pour une véritable dynamique territoriale durable.

L'objectif de la recherche est de construire un modèle théorique de l'action publique, capable de dépasser ses défaillances préalablement soulignées (normes, quotas...) et les différentes conditions de sa validité. Raison pour laquelle, il paraît légitime de traiter cette problématique afin de cerner les différentes configurations associées à la politique environnementale capable de financer durablement des innovations vertes, créer une nouvelle dynamique entrepreneuriale et de répondre aux enjeux de la croissance économique ?

Commencer par une approche conceptuelle des innovations vertes et les nouvelles recherches théoriques en termes de réhabilitation de la politique environnementale sera l'objet de la première partie afin de cerner les dernières recherches en la matière, pour focaliser ensuite sur les différents scénarios faisant des innovations vertes un levier d'une dynamique entrepreneuriale durable, l'objectif est de s'arrêter sur l'efficacité et comparer entre l'action publique et privée. Pour insister enfin sur le rôle de l'action publique et celle de l'action citoyenne «écoresponsable» à créer des opportunités environnementales marchandes et convertir les entreprises en entreprises citoyenne afin de démontrer le rôle conjoint des incitations gouvernementales et citoyennes.

2. L'émergence du concept d'innovation verte et de nouvelles réhabilitations de la politique environnementale

L'émergence du concept d'innovation verte découle s'avère comme une nécessité qui découle des effets néfastes sur l'attractivité des IDE causée principalement par des politiques environnementales jugées assez lourdes aux yeux des entreprises. Dans ce qui suit, le concept d'innovation verte sera l'objet de recherche dans la littérature, ainsi que les causes qui rendent la réhabilitation de la politique environnementale une véritable urgence dans le contexte actuel.

2.1. La naissance d'un nouveau concept : innovations vertes

Depuis le rapport de Meadows (1972) initiée par le club de Rome (1968), ou celui de Brundtland, les sommets et les réflexions autour de la gestion intergouvernementale de l'environnement se succèdent, incitant à une gouvernance mondiale autour ce bien public collectif. L'objectif est double, protéger l'environnement et maintenir les impératifs de la croissance. L'idée de croissance zéro fondée suite à la publication du rapport « les limites de la croissance » qui génère des externalités négatives semble une solution temporaire pour limiter ses dégâts, sans pour autant donner une solution novatrice de promotion entrepreneuriale, ou

alternative pour répondre efficacement aux enjeux de développement durable. L'action gouvernementale semble insuffisante, dans ce sens pour promouvoir cet objectif, les parties prenantes sont invitées sérieusement à collaborer par la migration vers des industries plus écologiques, engagées, responsables, mais surtout innovantes.

L'innovation verte selon Gicquaud se «définit comme l'introduction d'un produit (bien ou service), d'un procédé, d'une méthode d'organisation ou de marketing nouveau ou amélioré significativement, qui génère un bénéfice environnemental comparé aux alternatives existantes. Les bénéfices environnementaux peuvent être l'objectif principal de l'innovation ou le résultat d'une innovation visant d'autres objectifs. Les bénéfices environnementaux peuvent être dégagés au cours du processus de production du bien ou du service ou lors de son utilisation » (Gicquaud, 2010). Dans ce sens, l'innovation verte semble être un véritable levier pour une prise en charge de l'environnement sans compromettre les enjeux de la croissance. On entend également parler, par innovation verte, l'innovation ayant une finalité de développement durable qui se traduit par l'introduction dans l'économie d'un ensemble de produits, services, procédés, méthodes, etc. permettant de réduire l'impact de l'activité générale ou particulière sur l'environnement (Boutillier et al, 2012).

Cette définition met l'accent sur la finalité autant plus que l'instrument, qui reste cependant très discuté par les chercheurs, et qui génère des controverses, autour des meilleurs instruments pour une prise en charge plus efficace de l'environnement et pour une nouvelle réhabilitation de la politique publique de l'environnement.

2.2. Les nouvelles politiques environnementales et l'obligation de verdissement des innovations

Les politiques environnementales depuis les années 70 semblent enregistrer une dynamique innovante en matière de prise en charge de l'environnement à travers la mise en place de normes, des quotas et des droits à polluer. Mais il faut rappeler qu'il ne s'agit pas d'une simple transition en matière de fiscalité environnementale ou en matière de réglementation qui semblait être des instruments novateurs dans la période, mais plutôt une série de réformes transversales pour aboutir à réduire les dégâts sur l'environnement (Lascoumes, 2008).

La succession des crises économiques doublée par celles écologiques, loin de remettre en cause les politiques en faveur de l'environnement, souligne leur utilité et leur complexité. L'évolution de la politique environnementale se définit et se forge désormais selon le contexte international de mutation des représentations selon lesquelles les problématiques environnementales sont perçues et traitées, et compte tenu de leurs extensions géographiques, des types de polluants concernés, de la multiplication des agents impliqués. L'émergence d'un processus d'internalisation ou d'intégration des objectifs environnementaux paraît également comme un défi qui complexifie la définition de la politique environnementale tant au niveau d'innovations technologiques et de produits qu'en termes de processus politiques et d'instruments (Lacroix & Zaccai, 2010). Ainsi, la non-implication de tous les acteurs au niveau mondial rend quasiment caducs les instruments quantitatifs locaux, mais ouvre d'autres horizons transversaux et complexes à la politique environnementale en concertation avec la politique économique d'une manière générale. Cette réalité découle des résultats des travaux empiriques, notamment menés par Ben Kheder et Zugravu (2012) sur le test de la réalité de l'hypothèse de havre de pollution, « cette étude porte sur cinq groupes de pays : développés, émergents, pays de l'Europe Centrale et Orientale (PECO), pays de la Communauté des États indépendants (CEI) et autres pays en développement, qui révèlent que cette hypothèse, selon laquelle les firmes polluantes auraient tendance à se localiser dans les pays avec une réglementation environnementale laxiste, est une réalité, mais particulièrement complexe. En effet, les résultats empiriques de Ben Kheder et Zugravu (2012) valident l'existence d'effets de havres de pollution pour les pays développés, les pays émergents et les PECO. Au contraire,

une politique environnementale plus rigoureuse semble plutôt attirer les IDE dans la plupart des pays de la CEI et les pays les moins développés »(BRUNET, 2012)

L'action publique ne semble plus seule invitée à innover, mais également doit pousser toutes les parties prenantes à innover. L'efficacité d'une telle politique semble aujourd'hui vivement encouragée à innover en matière d'incitation à l'innovation, plutôt qu'une simple mise en place des normes quantitatives innovantes.

3. Efficacité des politiques environnementales de promotion des innovations vertes

Le contexte économique et écologique invite les politiques publiques aujourd'hui à assurer la transition vers économie écologiquement responsable. La littérature en la matière s'articule autour des mesures incitatives à l'innovation verte et responsable qui touche les acteurs locaux à savoir, les institutions publiques, les citoyens et les entreprises. L'efficacité de la politique environnementale renvoi à son processus de conception, capable de dépasser ses défis, et de garantir l'accès au financement des innovations.

3.1. Les différents scénarios possibles d'interventions publiques

Les stratégies menées par les pouvoirs publics invitant à l'innovation verte part de la fixation des critiques adressées aux industries traditionnelles et polluantes pour imaginer un nouveau cadre moins polluant. Donc les scénarios qu'on peut dresser de l'intervention publique prennent deux scénarios, le premier est critique, le deuxième est alternatif. « L'exemple allemand illustre cette situation, pour échapper à la faible production des énergies renouvelables, l'idée est de disposer de structures métalliques qui porteront des panneaux solaires le long des autoroutes. Ces panneaux se compteront donc par centaines de milliers. Et généreront de l'électricité ensuite injectée dans le réseau de distribution (Bosch, 2015) ».

Dans ce sens l'action collective doit porter sur la conception de deux champs d'innovation pour inciter à l'innovation verte à savoir ; la scénarisation et la scénographie. La première par la mise en situation problématique critique des modes de développement passés ainsi que mettre des promesses pour l'avenir. La scénographie du champ d'innovation vise la construction de scènes publiques et de plan d'expérimentation à travers de plateformes incitatives à une innovation collective pour échapper aux critiques dressés dans les scénarisations précédentes. L'objectif est de créer et mettre en valeur ces nouvelles scénarisations et servir de support à de nouvelles explorations collectives (Aggeri, 2011).

Il s'agit de promouvoir les innovations en la matière comme étant un bien public collectif et de le repenser comme s'il n'y a pas de contradiction pour des acteurs privés comme des entreprises à participer à de tels projets collectifs publics (Walter & Devine-Wright, 2008).

3.2. Les défis d'interventions publiques

La portée théorique des scénarios dressés pour la transition vers innovations vertes est forte séduisante, cependant la mise en application est confrontée à de nombreux défis. Ces défis émanent principalement de la part des parties prenantes, à savoir les entreprises, et les citoyens.

Étant que les dirigeants des entreprises cherchent essentiellement la création de la valeur marchande, ils n'ont pas intérêt à se soumettre à ces scénarios dressés précédemment même s'ils réalisent une valeur ajoutée non marchande à long terme. Les innovations vertes représentent un coût pour les entreprises, et toute pression publique peut s'avérer néfaste pour la croissance et la dynamique entrepreneuriale. (Daron et al. 2009)

Le deuxième défi des instances collectives est de rendre ces innovations socialement acceptables, les travaux empiriques ont porté sur le degré d'acceptation des innovations énergétiquement responsables. L'expérience française en matière des énergies renouvelables, fait ressortir une implication sociale dans le projet des plaques solaires comme sources alternatives d'électricité (selon une étude menée par Gicquaud, 2010 sur L'innovation « verte » concerne deux entreprises industrielles sur trois en Pays de la Loire, également l'étude des opportunités en énergies renouvelables et réseaux communs menée par Criqui et al., 2009).

Cette implication n'est pas toujours altruiste, les citoyens, comme les entreprises cherchent à maximiser leurs utilités écologiques aussi bien que celle économique. Selon une première modélisation à trois dimensions : Bénéfices, processus et investissement.(Walker & Devine-Wright, 2008)

La deuxième modélisation porte sur « le participatif » à deux dimensions, le processus et le résultat, afin d'impliquer les habitants, mettre en jeu les investisseurs pour participer à la transition énergétique d'un territoire (Community Renewables Energy Act, 2013).

L'action collective doit donc vérifier un maximum de bien-être aux citoyens, et créer des opportunités marchandes aux entreprises pour que les projets innovants soient acceptables par les parties prenantes.

3.3.Les modalités envisageables de financement de l'innovation

La question de financement des nouvelles technologies propres semble enregistrer beaucoup de controverses chez les chercheurs entre le financement public, et les modalités d'incitation au financement par le marché. Mais il semble évident que le financement des innovations vertes ne plaide pas pour un retrait total des gouvernements vu la réticence des acteurs privés à prendre des initiatives pour migrer vers des projets propres, et par la suite, le rôle de l'État semble cruciale soit directement ou indirectement (politiques d'incitations), d'où se pose la question de financement des innovations. Cette question peut être traitée en deux types de financement, par des instances gouvernementales puis par le marché.

3.3.1. Financement gouvernemental des innovations vertes

Le premier volet, celui du financement public renvoie à un mode de gouvernance participative (Jean-Stéphane et al. 2016). L'efficacité de la politique énergétique doit prendre en compte des critères permettant la conciliation entre efficacité et réduction du coût pour la société.

Les enseignements d'Arthur Pigou, père fondateur du principe pollueur-payeur et des taxes environnementales, la mise en place des normes (Écotaxes) de Ronald Coase qui a été jugé excessif depuis les premières politiques environnementales dans les années 1960, incitant vers des objectifs quantitatifs en termes d'émission de GES dans le cadre de protocole de Kyoto (Bodet & Lamarche, 2007).

Aujourd'hui, ces mesures manquent d'efficacité, surtout avec l'application inégale de territoire à autre, faisant rentrer ces derniers en compétition et ouvrant les portes au dumping environnemental et l'apparition des havres de pollution.

Cette résistance nous pousse à repenser le rôle de l'État en termes de régulation climatique et des mesures incitatives, voir les possibilités d'investissement dans le climat, mais financé par les instances publiques afin de corriger les défaillances des marchés et orienter correctement les décisions des acteurs (Criqui et al. 2009).

La première de ces motivations de réorientation de comportement des entreprises concerne les stratégies d'accès au marché. La seconde motivation est d'ordre proactif des entreprises à prouver leur capacité à produire des règles encadrant leurs actions. Cette stratégie vise à limiter les critiques adressés à l'action publique couteuse et de faire la RSE des entreprises (Bell et al. 2005; Bodet & Lamarche, 2007).

D'un autre côté, le financement public doit intégrer les autres acteurs privés dans le cadre d'un cofinancement, et prévoir ainsi le partage de la valeur ajoutée et les retombées fiscales.

3.3.2. Financement des innovations vertes par le marché

La question des incitations de financement privé renvoie également à l'action publique permettant de stimuler les investissements privés en la matière, sachant que la décision d'investisseur privé est gagée des dimensions citées précédemment. La question de financement de l'innovation par le marché est abordée par les chercheurs comme une prolongation de la

pensée classique faisant de l'environnement comme opportunité marchande. Poussant ainsi à penser, dans quelle mesure, l'environnement peut être perçu comme une opportunité par les dirigeants d'entreprises ?

La prolongation de la pensée classique « notamment dans la théorie des droits de propriété développée par Ronald Coase (1960) ou encore Armen Alchian (1959) » qui considère que la recherche d'intérêt personnel aboutit à l'autorégulation des défaillances du marché, et que ces imperfections génèrent de nouvelles opportunités environnementales, que l'on peut appeler une demande environnementale que l'entreprise peut saisir pour en satisfaire.

L'idée novatrice est de convertir l'acte responsable en un acte marchand, l'engagement des PME dans le développement durable peut être considéré comme un acte visant à saisir des opportunités (Spence et al., 2012).

Cependant cette opportunité nécessite l'innovation pour remplacer les anciennes technologies polluantes selon la théorie de Schumpeter de la destruction créatrice. Et pouvant aussi conduire à l'amélioration de la productivité, du contrôle organisationnel, d'accès à de nouveaux marchés, et créez un nouveau dynamisme économique (Brulhart & Gherra, 2018).

Il est évident qu'à court terme les technologies de dépollution sont particulièrement coûteuses, les conséquences économiques d'investissement dans l'environnement sont risquées, mais leurs réussites nécessitent l'apparition de nouvelles niches, voire des marchés où la demande environnementale est largement significative, capable de créer un effet d'entraînement sur les autres secteurs et de promouvoir une dynamique entrepreneuriale responsable. Le développement de ces marchés reste étroitement lié à la demande verte agrégée, celle des consommateurs exprimant une forte demande à des produits verts et responsables.

4. Faire de l'innovation verte, un levier de la dynamique entrepreneuriale

Longtemps considéré comme une contrainte économique et sociale, investir dans le climat s'avère aujourd'hui comme une véritable solution pour faire face à la double crise économique et environnementale. Considérer l'environnement comme un processus entrepreneurial est la voie tracée par les recherches contemporaines afin de pallier l'insuffisance de l'action publique, qui doit être poussée par celle privée. Mais au-delà de la nécessité de l'action privée, il demeure ainsi primordial de creuser dans la littérature afin de vérifier à tel point, investir dans l'environnement peut véritablement aboutir à une dynamique entrepreneuriale et sous quelles conditions ?

4.1. Défis environnementaux luttant contre la dynamique entrepreneuriale

Bien que les travaux des précurseurs montrent une réalité peu motivante à cette dynamique, et que la relation positive entre entrepreneuriat et engagements environnementaux ne semble pas être totalement vérifiée (Hollandts & Valiorgue, 2011), considérer l'environnement, comme un marché d'investissement dans les technologies vertes le rend susceptible à plusieurs incertitudes (Hollandts & Valiorgue, 2011). Tout d'abord l'incertitude liée à l'investissement en R&D et les nouvelles technologies, l'incertitude marchande liée à la rentabilité desdits investissements, et puis l'incertitude institutionnelle liée au risque d'insuffisance de supports institutionnelle à ces investissements coûteux (Levy-Tadjine et al., 2021).

Selon Porter, l'ancienne réglementation environnementale par les normes et les écotaxes ont un effet contraire par l'alourdissement des coûts et de créer une réticence à la transition vers les marchés environnementaux, ainsi que multiplier la délocalisation vers le havre de pollution et la concurrence territoriale. (Ambec & Barla, 2008)

La majorité des chercheurs en matière d'entrepreneuriat reconnaissent que cette dernière est loin d'être altruiste, est intimement lié à l'opportunité, et sans opportunité pas d'entrepreneuriat (Levy-Tadjine & Paturel, 2005). La causalité entre action environnementale et création de la valeur demeure donc très controversée. Ces controverses sont liées, pour une large part, à la

complexité des enjeux environnementaux et au caractère réducteur de l'analyse « coûts-bénéfices » (Boiral, 2005; NADI & ELABJANI, 2019).

4.2.L'émergence du citoyen écoresponsable est gage de créer des opportunités environnementales

L'émergence d'une société responsable aujourd'hui suscitant une très forte demande pour les produits verts, ce qui ouvre la porte à de nouvelles sources de financement des politiques environnementales (Reynaud & Rollet, 2001).

Mais on se pose grandement la question autour de : Qui est censé contribuer à l'émergence d'une société qui a intérêt à respecter l'environnement, ou du moins, qui opte pour une consommation responsable. Là aussi, les thèses utilitaristes classiques peuvent contribuer à expliquer l'émergence de la notion, car les individus aujourd'hui, vu la diffusion des maladies nutritionnelles ont beaucoup plus de préférence à une consommation responsable (Reynaud & Rollet, 2001). Sans négliger également le rôle que doivent jouer instances publiques à encadrer l'action citoyenne, et bien réussir l'émergence d'une société écoresponsable.

Dans ce qui suit, on va détailler la littérature en la matière en trois points, le premier sera réservé pour l'émergence de l'écoresponsabilité comme conséquence du libre jeu du marché, puis le rôle de l'État pour bien mener cette émergence, et enfin l'incidence de la société écoresponsable sur la dynamique entrepreneuriale.

4.2.1. Révolution consumériste durable « individuelle ou collective » comme réponse aux défaillances des marchés

Beaucoup de recherches scientifiques ont vu le jour pour étudier ce qu'on appelle le réveil du consommateur et les nouvelles pratiques consuméristes engagées. Grâce aux NTIC, le consommateur devient de plus en plus conscient, et cela se traduit par un comportement qui favorise les entreprises éthiques et punit les entreprises non éthiques (Carrigan & Attala, 2001). La consommation individuelle ou collective joue un rôle déterminant suscitant les entreprises à se soumettre à leurs volontés soit par le boycott, le consumérisme ou les pratiques d'achat (Dekhili et al., 2013). Cependant, ces nouvelles attitudes suscitent beaucoup d'attention et méritent d'être analysées afin de s'arrêter sur les facteurs qui y conduisent.

La modélisation du comportement du consommateur écoresponsable vise à décrire les facteurs de prise de décision en la matière et qui s'articulent autour du refus d'acheter aux entreprises irresponsables (écologiquement et socialement), achat aux produits partage, soutien aux petits commerces et préférence pour les produits verts locaux (Lecompte & Valette-Florence, 2006). Selon une autre étude menée sur la population française faite par (Dekhili et al., 2013), «Le respect de l'environnement, le caractère naturel et le caractère durable sont les trois thèmes les plus représentatifs du discours évoqué par les consommateurs. Ils totalisent à eux seuls 88% de la masse totale des idées ». Soulignant ainsi le respect de la planète et le caractère durable comme les principales évocations des produits écologiques chez le consommateur.

Selon une étude intitulée « **Les motivations d'achat des produits écologiques** » réalisée par (Dekhili et al., 2013), la moitié des motivations ont un caractère altruiste, tandis que l'autre moitié avance des motivations égoïstes.

Ce qui prouve l'idée que le marché est capable de s'autoréguler par l'action citoyenne écoresponsable beaucoup plus soit par des motivations altruiste ou égoïste. Toutefois, l'action publique intervient-elle pour faire émerger cet altruisme citoyen ?

4.2.2. Le rôle de l'action publique pour faire émerger une société écoresponsable

Le rôle de l'action publique pour faire émerger une société responsable est crucial. L'aboutissement à cet objectif n'est pas évident et s'étale sur un horizon de moyen à long terme,

ceci à travers un système éducatif engagé écologiquement, mais à court terme l'action publique peut s'appuyer sur un mode de gouvernance participatif impliquant le citoyen dans la prise de décision. « La façon qu'un pays de faire participer ses citoyens à la définition, à l'analyse et à la résolution des problèmes environnementaux peut avoir une grande influence sur les décisions prises. Cela se vérifie dans de nombreux pays, où ont proliféré ces dernières années les initiatives de citoyens visant à infléchir les processus de prise de décision en matière d'environnement » (Dorcey & McDaniels, 2018).

Le rôle de l'action publique se voit également dans le contenu des matières enseignées au niveau des manuels scolaires, allant jusqu'aux niveaux universitaires. Forger des citoyens écoresponsables est un processus de longs termes initiés depuis l'enfance, cependant, l'encouragement de la recherche scientifique en la matière s'avère également important.

À court-termes, l'action gouvernementale peut s'opérer par le recours à des journées de sensibilisation citoyenne, la formation, et l'incitation à consommer responsable. Un citoyen ne changera d'attitude consumériste que s'il est informé du danger dont il pourra être exposé, la sensibilisation de ce danger est de la responsabilité également des instances publiques, bien évidemment en concertation avec les organismes non gouvernementaux.

4.2.3. Investissements en innovation vert sous-pression citoyenne

L'innovation est aussi le fruit de la négociation suite aux conflits sur la gestion de l'environnement, l'action citoyenne par le recours à la justice fait pression sur les acteurs locaux ayant pour objectif de réaliser des gains au détriment de l'intérêt écologique des citoyens, chose qui contribue efficacement aux recours aux méthodes non polluantes pour se soumettre à l'intérêt collectif, et ainsi, inciter à l'innovation verte (Kaner, 2014), la résolution alternative des conflits également une autre mesure pour faire des pressions douces incitantes aux recours à l'innovation.

La géopolitique des conflits sur l'environnement et la gestion des ressources non renouvelables trouve également des solutions dans la médiation (Wright, 1992b), dans le cas où les négociations citoyennes n'aboutissent pas à diriger les acteurs polluants vers l'innovation verte la résolution alternative des conflits s'avère aussi bien efficace.

La gouvernance participative également est un élément déterminant en termes d'incitations à la migration vers les innovations vertes, il s'agit de la cogestion qui est selon la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a adopté comme définition « un système qui permet le partage du pouvoir décisionnel, des tâches et du risque, entre les gouvernements et les parties intéressées, incluant de manière non exclusive les utilisateurs de la ressource, les intérêts environnementaux, les experts et les générateurs de richesse » (Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 2008).

L'implication des citoyens dans la cogestion de l'environnement fait appel au rôle des ONG écologistes et des groupes d'intérêts, car le système politique a besoin de ces groupes pour formuler la volonté générale et pour appliquer et surveiller l'exécution de cette volonté. Ces acteurs constituent des groupes de pression qui contribuent à faire des pressions pour engager les entreprises irresponsables.

Tableau 2 : Synthèse des travaux évoqués

Axes recherche	Auteurs et années	Principales conclusions
Concept d'innovation verte	(Gicquaud, 2010)	« L'innovation verte est l'introduction d'un produit (bien ou service), d'un procédé, d'une méthode d'organisation ou de marketing nouveau ou amélioré significativement, qui génère un bénéfice environnemental comparé aux alternatives existantes. »
	(Boutillier et al, 2012)	L'innovation verte permettant de réduire l'impact de l'activité générale ou particulière sur l'environnement
Politique environnementale	(Lascoumes, 2008)	Une politique environnementale est une série de réformes transversales pour aboutir à réduire les dégâts sur l'environnement
	(Lacroix & Zaccai, 2010)	L'émergence d'un processus d'internalisation ou d'intégration des objectifs environnementaux paraît également comme un défi qui complexifie la définition de la politique environnementale
Efficacité de l'intervention publique pour la promotion des innovations vertes	(Aggeri, 2011)	L'action collective doit porter sur la conception de champs d'innovation pour le développement durable à savoir ; la scénarisation et la scénographie. La première par la mise en situation problématique critique des modes de développement passés, puis la mise en place de plan d'expérimentation à travers de plateformes incitatives à une innovation collective pour échapper aux critiques dressés dans les scénarisations précédentes.
	(Walter & Devine-Wright, 2008)	La promotion des innovations vertes est un bien public collectif à repenser comme s'il n'y a pas de contradiction pour des acteurs privés. Le défi des instances collectives est de rendre ces innovations socialement acceptables à trois dimensions : Bénéfices, processus et investissement.
	(Community Renewables Energy Act, 2013)	Les instances collectives peuvent rendre les innovations socialement acceptables en assurant deux dimensions, le processus et le résultat.

	(Community Renewables Energy Act, 2013)	L'efficacité de la politique environnementale tient des mesures à impliquer les habitants, mettre en jeu les investisseurs pour participer à la transition énergétique d'un territoire
Le financement de l'innovation	(Jean-Stéphane et al. 2016)	Le financement public renvoi au mode de gouvernance participative entre privé et public et les conciliations entre efficacité et réduction du coût pour la société.
	(Bodet & Lamarche, 2007)	Les enseignements quantitatifs d'Arthur Pigou et de Ronald Coase jugé excessif et incitant à la délocalisation des investissements.
	(Criqui et al. 2009)	Le rôle de l'État en termes de régulation est de corriger les défaillances des marchés et orienter correctement les décisions des acteurs.
	(Bell et al. 2005; Bodet & Lamarche, 2007).	La réorientation des comportements des entreprises concerne les stratégies d'accès au marché et a prouvé leur capacité à produire des règles encadrant leurs actions
Financement de l'innovation par le marché L'innovation verte comme levier de la dynamique entrepreneuriale	(Spence et al. 2012).	Le financement par le marché est gage de l'idée novatrice est de convertir l'acte responsable en un acte marchand, l'engagement des PME dans le développement durable peut être considéré comme un acte visant à saisir des opportunités environnementales marchandes.
	(Brulhart & Gherra, 2018)	Une opportunité verte nécessite l'innovation verte pour remplacer les anciennes technologies polluantes, la théorie de Schumpeter de la destruction créatrice. Et pouvant aussi conduire à l'amélioration de la productivité, contrôle organisationnel, nouveaux marchés, et créez un nouveau dynamisme économique.
	(Hollandts & Valiorgue, 2011)	La relation positive entre entrepreneuriat et engagements environnementaux ne semble pas être totalement vérifiée, et confrontée à beaucoup de défis.
	(Hollandts & Valiorgue, 2011)	Considérer l'environnement, comme un marché d'investissement dans les technologies vertes le rend susceptible à plusieurs incertitudes. Celle liée à l'investissement R&D et les nouvelles technologies, l'incertitude marchande liée à la rentabilité dits investissements, et puis l'incertitude institutionnelle liée au risque d'insuffisance de supports institutionnelle à ces investissements coûteux.
	(Levy-Tadjine et al. 2021)	
	(Ambec & Barla, 2008)	L'incitation au financement par le marché via la réglementation environnementale par les normes et les écotaxes ont un effet contraire par l'alourdissement des coûts et de créer une réticence à la transition vers les marchés environnementaux, ainsi que multiplier la délocalisation vers le havre de pollution et la concurrence territoriale.

	(Levy-Tadjine & Paturel, 2005)	Le financement par le marché est loin d'être altruiste, mais plutôt intimement lié à l'opportunité, et sans opportunité pas d'entrepreneuriat.
Citoyen écoresponsable et création des opportunités environnementales, une véritable incitation au financement par le marché.	(Reynaud & Rollet, 2001)	L'émergence d'une société responsable aujourd'hui suscitant une très forte demande pour les produits verts ouvre la porte à de nouvelles sources d'opportunités environnementales, car le danger des produits polluants et diffusion des maladies nutritionnelles suscitent plus de préférence à une consommation responsable.
	(Carrigan & Attala, 2001)	Grâce aux NTIC, le consommateur devient de plus en plus conscient, et cela se traduit par un comportement qui favorise les entreprises éthiques et punit les entreprises non éthiques.
	(Dekhili et al. 2013)	Les acteurs de la communauté internationale (ONG et hommes) de manière individuelle ou collective jouent un rôle déterminant suscitant les entreprises à se soumettre à leur volonté soit par le boycott, le consumérisme ou les pratiques d'achat
	(Lecompte & Valette-Florence, 2006)	Les facteurs de prise de décision écoresponsable s'articulent autour du refus d'acheter aux entreprises irresponsables), achat aux produits partage, soutien aux petits commerces et préférence pour les produits verts locaux.
	(Dekhili et al. 2013),	Le respect de l'environnement, le caractère naturel et le caractère durable sont les trois thèmes les plus représentatifs des comportements citoyens.
L'action publique pour faire émerger une société écoresponsable	(Dorcey & McDaniels, 2018)	La façon qu'a un pays de faire participer ses citoyens à la définition, à l'analyse et à la résolution des problèmes environnementaux peut avoir une grande influence sur les décisions citoyennes.
Pressions citoyennes et recours à l'innovation verte	(Kaner, 2014)	L'action citoyenne par le recours à la justice contribue efficacement aux recours aux méthodes non polluantes pour se soumettre à l'intérêt collectif, et ainsi, inciter à l'innovation verte.
	(Wright, 1992a)	la résolution alternative des conflits trouve également des solutions dans la médiation, dans le cas où les négociations citoyennes n'aboutissent pas à diriger les acteurs polluants vers l'innovation verte.

	(Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, 2008).	La gouvernance participative est un système qui permet le partage du pouvoir décisionnel, des tâches et du risque, entre les gouvernements et les parties intéressées, incluant de manière non exclusive les utilisateurs de la ressource, les intérêts environnementaux, les experts et les générateurs de richesse.
--	--	---

Source : Auteurs

5. Conclusion

L'objet de la recherche est de répondre à l'hypothèse qui stipule que le recours aux innovations vertes, est un levier pour une véritable dynamique territoriale durable. Le paradoxe qui découle de la relation qui paraît de première vue antagoniste entre le respect de l'environnement et le dynamisme entrepreneurial, permet de poser notre problématique qui s'articule autour des différentes configurations associées à la politique environnementale capable de financer durablement des innovations vertes, créer une nouvelle dynamique entrepreneuriale et de répondre aux enjeux de la croissance économique.

Premièrement nous avons posé comme définition de l'innovation verte, à savoir, l'introduction d'un produit (bien ou service), d'un procédé, d'une méthode d'organisation ou de marketing nouveau ou amélioré significativement, qui génère un bénéfice environnemental comparé aux alternatives existantes. Cette définition rend nécessaire la réhabilitation de la politique environnementale pour générer plus d'efficacité en matière de dynamisme entrepreneuriale. Ensuite, notre recherche théorique s'est focalisée sur l'efficacité des politiques environnementales, qui sont conséquentes des résultats des politiques passées et qui font l'objet de scénarisations pour servir de support à de nouvelles explorations collectives. Toutefois, l'intervention publique reste liée à de nombreux défis, notamment celle en relation avec le coût de financement, le degré d'acceptation sociale et le rôle des entreprises en termes de financement des innovations. Le nouveau défi est celui de faire de l'environnement une opportunité marchande au service des investisseurs.

Nous avons traité par la suite, l'implication des acteurs privés à financer l'innovation verte, tout en insistant sur le rôle des pouvoirs publics à dresser un nouveau modèle encadrant l'action publique en matière de gestion de l'environnement.

De manière générale, l'aboutissement à ce modèle passe tout d'abord par le fait de dresser les différents scénarios critiques, les défis, et les stratégies. Chose qui interpelle le rôle de l'action citoyenne écoresponsable en matière de gouvernance participative, et sa capacité à inciter les entreprises à verdir leurs innovations, afin de répondre à la demande verte qui devient de plus en plus significative à l'heure actuelle.

La recherche théorique, et les résultats empiriques montrent que le recours aux innovations vertes reste désormais un véritable levier de transition vers un modèle économique plus propre et respectueux pour l'environnement. Cependant, l'efficacité de ce modèle suppose que le citoyen écoresponsable est doté également de facilités institutionnelles lui facilitant les négociations collectives, la médiation, ou le recours à la justice. En outre, la littérature théorique souligne le rôle des gouvernements en termes de sensibilisation, d'information et d'éducation qui sont gage pour émerger un citoyen, écoresponsable, qui est considéré comme facteur clé de réussite dudit modèle.

La recherche théorique reste intimement liée aux études empiriques des pays occidentaux, ayant fait l'objet d'études sérieuses en matière d'innovations vertes. La validité de ce modèle reste toutefois valable pour les pays avancés qu'aux ceux en voie de développement, surtout en matière d'implication citoyenne.

Références

- (1) Aggeri, F. (2011). Le développement durable comme champ d'innovation. *Revue française de gestion*, N° 215(6), 87-106.
- (2) Ambec, S., & Barla, P. (2008). Survol des fondements théoriques de l'hypothèse de Porter. *L'Actualité économique*, 83(3), 399-413. <https://doi.org/10.7202/018115ar>

- (3) Ambec, S., & Lanoie, P. (2009). Performance environnementale et économique de l'entreprise. *Economie prevision*, n° 190-191(4), 71-94.
- (4) Bell, D., Gray, T., & Haggett, C. (2005). The 'Social Gap' in Wind Farm Siting Decisions: Explanations and Policy Responses. *Environmental Politics*, 14(4), 460-477. <https://doi.org/10.1080/09644010500175833>
- (5) Bodet, C., & Lamarche, T. (2007). La Responsabilité sociale des entreprises comme innovation institutionnelle. Une lecture régulationniste. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 1, Article 1. <https://doi.org/10.4000/regulation.1283>
- (6) Boiral, O. (2005). Concilier environnement et compétitivité, ou la quête de l'écocoefficiency. *Revue française de gestion*, no 158(5), 163-186.
- (7) Bosch, S. (2015). Des énergies renouvelables pour l'Allemagne : Planification spatiale et technique pour une transition énergétique intelligente. *Revue Géographique de l'Est*, 55(vol. 55 / n°1-2), Article 1-2. <https://doi.org/10.4000/rge.5412>
- (8) Boutillier, S., Djellal, F., Gallouj, F., Laperche, B., & Uzunidis, D. (2012). L'innovation verte. P.I.E Peter Lang. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01112008>
- (9) Brulhart, F., & Gherra, S. (2018). Stratégie environnementale proactive, compétences naturelles, et performance économique : Une approche par la théorie des ressources et compétences. *Management international*, 20(1), 94-113. <https://doi.org/10.7202/1045358ar>
- (10) BRUNET, E. (2012). « IDE et environnement : Les hypothèses "pollution haven" et "pollution halo" », par Natalia Zugravu. CEMOTEV; EMILIE BRUNET. <https://www.cemotev.uvsq.fr/ide-et-environnement-les-hypotheses-pollution-haven-et-pollution-halo-par-natalia-zugravu>
- (11) Carrigan, M., & Attala, A. (2001). The myth of the ethical consumer—Do ethics matter in purchase behaviour? *Journal of Consumer Marketing*, 18(7), 560-577.
- (12) Community Renewables Energy Act. (2013). District of Columbia Construction Codes. 659.
- (13) Criqui, P., Faraco, B., & Grandjean, A. (2009). Les États et le carbone. Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.criqu.2009.01>
- (14) Daron, A., Philippe, A., Leonardo, B., & David, H. (2009). The Environment and Directed Technical Change. <https://doi.org/10.3386/w15451>
- (15) Dekhili, S., Tagbata, D., & Achabou, M. A. (2013). Le concept d'éco-produit : Quelles perceptions pour le consommateur ? *Gestion 2000*, Volume 30(5), 15-32.
- (16) Dorcey, A. H. J., & McDaniels, T. (2018). L'implication des citoyens en environnement : Attentes élevées et résultats incertains. In E. A. Parson (Éd.), *Gérer l'environnement* (p. 249-301). Presses de l'Université de Montréal. <http://books.openedition.org/pum/21529>
- (17) Gicquaud, N. (2010). L'innovation « verte » concerne deux entreprises industrielles sur trois en Pays de la Loire. *Insee*, n°378, 4.
- (18) Hollandts, X., & Valiorgue, B. (2011). La RSE comme processus entrepreneurial de conversion de valeurs sociales en valeur marchande : Un examen empirique du lien entre engagements sociétaux et performance économique des entreprises françaises cotées entre 1999 et 2009. *Revue de l'organisation responsable*, 6, 20. <https://doi.org/10.3917/ror.062.0020>
- (19) Jean-Stéphane, Olivier GILBERT, & Fabien REIX. (2016). Quelle intégration territoriale des énergies renouvelables participatives ? Rapport final. ADEME, 79.
- (20) Kaner, S. (2014). *Facilitator's Guide to Participatory Decision-Making* (Second Edition). John Wiley & Sons. www.josseybass.com

- (21) Lacroix, V., & Zaccai, E. (2010). Quarante ans de politique environnementale en France : Évolutions, avancées, constante. *Revue française d'administration publique*, n° 134(2), 205-232.
- (22) Lascoumes, P. (2008). Les politiques environnementales. In *Politiques publiques 1* (p. 29-67). Presses de Sciences Po. <https://www.cairn.info/politiques-publiques-1--9782724610598-page-29.htm>
- (23) Lecompte, A. F., & Valette-Florence, P. (2006). MIEUX CONNAÎTRE LE CONSOMMATEUR SOCIALEMENT RESPONSABLE. *Décisions Marketing*, 41, 67-79.
- (24) Levy-Tadjine, T., Chelly, A., & Paturel, R. (2021). Pour déconstruire le concept d'entrepreneuriat institutionnel et ses utilisations abusives en Management Stratégique. CIFEPM. <https://airepme.org/2020/10/30/8-ieme-cifepme-fribourg/>
- (25) Levy-Tadjine, T., & Paturel, R. (2005, mai). Essai sur l'évaluation de la décision en Entrepreneuriat. 4eme colloque de l'A2ID: Decision, Mesures et Evaluation. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00418849>
- (26) NADI, M., & ELABJANI, A. (2019). L'ENTREPRENEURIAT VERT : QUELQUES REFLEXIONS POUR UNE EXTENSION DU CONCEPT. <http://revues.imist.ma/?journal=REGS>
- (27) ONU. (2015). Les objectifs du Millénaire pour le développement, OMD | Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique (OSAA). <https://www.un.org/fr/africa/osaa/peace/mdgs.shtml>
- (28) Reynaud, E., & Rollet, A. (2001). Les compétences centrales environnement comme source d'avantages concurrentiels et de légitimité (Vol. 2021).
- (29) Spence, M., Ben Boubaker Gherib, J., & Ondoua Biwolé, V. (2012). Développement durable et PME : Une étude exploratoire des déterminants de leur engagement. *Revue internationale P.M.E.*, 20(3-4), 17-42. <https://doi.org/10.7202/1008522ar>
- (30) Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie. (2008). À la recherche du consensus.
- (31) Walker, G., & Devine-Wright, P. (2008). Community renewable energy : What should it mean. *Energy Policy*, 36(2), 497-500.
- (32) Walter & Devine-Wright. (2008). Community renewable energy : What should it mean. *Energy policy*.
- (33) Wright, I. (1992a). Environmental Mediation.
- (34) Wright, I. (1992b). Environment Mediation | *Environmental Engineering : 'The Global Environment - Australian Implications, Preprints of Papers*, 53-57. <https://search.informit.org/doi/abs/10.3316/INFORMIT.380838706759515>
- (35) Zuindeau, B. (2010). Patrick Criqui, Benoît Faraco, Alain Grandjean, 2009, Les États et le carbone, Presses Universitaires de France, France, 192 p. Développement durable et territoires. *Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, Vol. 1, n° 1, Article Vol. 1, n° 1. <http://journals.openedition.org/developpementdurable/8421>